

Unité inter-Départementale Gard-Lozère  
89 rue Weber  
CS 52002  
30907 Nîmes cedex 2

Nîmes, le 4/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROVENCALE SA**

283 avenue Frédéric Mistral  
CS 40097  
83175 Brignoles

Référence : 2025-09-429  
Code AIOT : 0006600662

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/08/2025 dans l'établissement PROVENCALE SA implanté aux lieux-dits "Viaube et Savoie" et "Garustière et Pérède" 30210 Pouzilhac. L'inspection a été annoncée le 11/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROVENCALE SA
- Lieux-dits "Viaube et Savoie" et "Garustière et Pérède" 30210 Pouzilhac
- Code AIOT : 0006600662
- Régime : Autorisation

La carrière exploitée par PROVENCALE SA est une carrière de roche massive calcaire autorisée par arrêté du 1er mars 2018 pour une durée de 30 ans. Le site comprend également des installations de traitement d'une puissance de 3 500 kW, une station de transit de 55 000 m<sup>2</sup>, un four de séchage de 1 900 kW et une station de livraison de carburant.

Le positionnement de la carrière, isolée du village de Pouzilhac, limite les impacts de cette exploitation directement connectée avec la RD 6086.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
9	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 1.3.3	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 1.5.2	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 3.1.4	Sans objet
4	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 4.1.1	Sans objet
5	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 6.2.1	Sans objet
6	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 6.2.2	Sans objet
7	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 6.2.3	Sans objet
10	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Sans objet
11	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	Sans objet
12	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le site est bien entretenu et fait l'objet d'un suivi administratif rigoureux.

L'inspection rappelle l'importance de porter à la connaissance au Préfet les modifications apportées aux installations, préalablement à leur réalisation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consistance des installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 1.3.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Consistance des installations autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <p><u>Exploitation de roche massive calcaire</u></p> <p>Les caractéristiques de la carrière de roche massive calcaire, sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une surface totale de 47ha 54a 63ca comprenant une zone d'extraction d'environ 20ha 99a 21ca,</li><li>- un volume du gisement à exploiter de 5 100 000 m<sup>3</sup> (d=2,5) soit 12 750 000 tonnes,</li><li>- une côte de fond de 175m NGF,</li><li>- une production moyenne annuelle de 360 000 tonnes,</li><li>- une production maximale annuelle de 410 000 tonnes,</li><li>- une épaisseur maximale du gisement exploité de 42m,</li><li>- une durée de 30 ans pour l'ensemble de la carrière à l'exception de la zone correspondant aux parcelles définie figurant sur le plan parcellaire joint.</li></ul> <p><u>Installations de traitement (cf tableau de classement)</u></p> <p>Puissance totale du circuit primaire (dont scalpeur mobile): 350 kW</p> <p>Puissance de l'installation granulats TP : 750 kW</p> <p>Puissance totale du circuit secondaire (usine): 1 650 kW</p> <p>Puissance totale des évolutions projetées des installations : 750 kW</p> <p>Puissance totale demandée en autorisation 3 500 kW</p> <p>Les stériles non valorisables sont utilisés pour la remise en état</p> <p>Les seuls matériaux utilisés pour la remise en état seront ceux issus du site et de l'exploitation.</p> <p>Aucun apport de matériaux extérieurs ne sera accepté sur le site.</p> <p><u>Autres installations</u></p> <p>Une <u>station de transit des matériaux</u> extraits et traités est exploitée sur le site. La superficie de l'aire de transit est estimée à 55 000 m<sup>2</sup>.</p> <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a pu contrôler que les installations sont conformes à leur description.</p> <p>Les côtes minimales d'extraction, fonction des zones exploitées, sont bien respectées comme l'inspection a pu le constater sur les plans topographique et orthophotographique datés du 23/12/2024 réalisés par EXAMETRICS. La côte de fond de fouille pour les travaux relatifs à la présente autorisation est respectée (179,76 m NGF pour 175 m NGF autorisés).</p> <p>La production annuelle 2024 s'élève à 259 098 tonnes tandis que le tonnage annuel extrait s'élève à 303 558 tonnes. Les 44 460 tonnes résiduels non commercialisables sont destinés au réaménagement du site.</p> <p>Les installations de traitement restent inchangées.</p> <p>Les seuls matériaux utilisés dans le cadre du réaménagement de la carrière sont les matériaux extraits ou traités non commercialisables et sont exclusivement issus de la carrière ou des installations de traitement. Ils sont stockés au Nord / Nord Est de la carrière.</p> <p>Les matériaux extraits sont commercialisés dans l'industrie (production in situ dans la partie usine, départs en camions citernes ou en bigs bags), en agriculture (production in situ d'amendements de sols) et dans le BTP à destination du site RCI sis à Pouzilhac, pour les produits non nobles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Garanties financières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 1.5.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Montant des garanties financières

### **Prescription contrôlée :**

Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.

Les montants minimums retenus pour la constitution des garanties financières sont indiqués ci-dessous :

Phase d'exploitation	Période	Montant en € TTC
Phase quinquennale n° 1	0 - 5 ans	547 491
Phase quinquennale n° 2	5 - 10 ans	606 121
Phase quinquennale n° 3	10 - 15 ans	668 221
Phase quinquennale n° 4	15 - 20 ans	712 917
Phase quinquennale n° 5	20 - 25 ans	753 669
Phase quinquennale n° 6	25 - 30 ans	621 478

La valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières est 658,7 (indice calculé à partir de l'indice TP01 de novembre 2015 égal à 100,8 dans la nouvelle base des indices TP, en utilisant le coefficient de raccordement de l'INSEE de 6,5345).

Les plans des garanties financières correspondant aux phases mentionnées ci-dessus sont joints en annexe.

### **Constats :**

L'exploitant a justifié de l'acte de cautionnement BPIFRANCE daté du 1/03/2023 pour un montant actualisé de 778 861 € pour la période allant jusqu'au 1/03/2028.

Cet acte de cautionnement correspond à la deuxième phase quinquennale, en cours d'exploitation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 3.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispositions particulières

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre différentes mesures afin de limiter les émissions à la source et l'envol des poussières :

- la limitation de la vitesse à 20 km/h sur la totalité du site (indiquée par panneau à l'entrée du site),
- un dispositif d'arrosage automatique composé d'un réseau de trois cuves et d'asperseurs fixes répartis sur toute la zone de traitement, de stockage et sur les pistes,
- le revêtement en enrobés de toute la zone technique où restent cantonnés la plupart des camions clients, afin de limiter les décollements de poussières à leur passage et les dépôts de poussières sur la RD6086,
- un dispositif d'abattage des poussières, par aspersion au niveau des organes les plus émetteurs des installations de traitement (concasseurs), et d'aspiration/filtration (comprenant des filtres à manches avec décolmatage automatique des fines de dépoussiérage) au niveau de l'usine où de l'eau ne peut être utilisée (alimentation de ce réseau à partir du forage),
- la mise sous bâtiment du stock-pile pour éviter tout envol de poussières,
- le capotage de tous les convoyeurs secondaires,
- la mise en stock du 0/40 et du 0/6 utilisé en alimentation des installations dédiées aux granulats TP sous tunnel de stockage pour éviter l'envol de poussières par temps venté,
- le bardage de la plupart des organes composant la partie usine (production des produits les plus fins),
- la mise en stock des produits fins en silos,
- des « cheminées » en bande de convoyeur en sortie de certains tapis pour éviter l'envol de poussières,
- le recouvrement rapide par des stériles des matériaux non conformes pulvérulents mis en dépôt sur la carrière,
- des manchons dépoussiéreurs sur la foreuse et maîtrise des techniques de tirs de mine,
- les camions (autres que les camions citerne) sortant du site et transportant des matériaux fins sont bâchés ou humidifiés avant leur sortie du site.

**Constats :**

L'inspection a pu contrôler la mise en oeuvre effective des différentes mesures suivantes afin de limiter les émissions à la source et l'envol des poussières :

- la limitation de la vitesse à 20 km/h sur le site et à 10 km/h dans la zone dédiée aux bureaux,
- un dispositif d'arrosage automatique composé d'un réseau de trois cuves et d'asperseurs fixes répartis sur toute la zone de traitement, de stockage et sur les pistes,
- le revêtement en enrobés de la zone technique où stationnent les camions clients,
- un dispositif d'abattage des poussières, par aspersion au niveau des organes les plus émetteurs des installations de traitement (concasseurs), et d'aspiration/filtration (comprenant des filtres à manches avec décolmatage automatique des fines de dépoussiérage) au niveau de l'usine où de l'eau ne peut être utilisée (alimentation de ce réseau à partir du forage),
- la mise sous bâtiment du stock-pile,
- le capotage de tous les convoyeurs secondaires,
- le bardage de la plupart des organes composant la partie usine (production des produits les plus fins),
- la mise en stock des produits fins en silos,
- des manches en sortie des tapis des convoyeurs,
- des manchons dépoussiéreurs sur la foreuse,
- le bâchage systématique des camions (autres que les camions citerne) sortant du site.

Par contre, il convient de souligner les modifications suivantes :

- aucune mise en stock sous tunnel de stockage du 0/40 et du 0/6 utilisés en alimentation des installations dédiées à la fabrication de granulats TP par l'entreprise extérieure Les Calcaires Régionaux, implantée sur le site ; en effet, ce dispositif était dédié aux Calcaires Régionaux qui ne sont plus sur site depuis avril 2021. Cette modification sera régularisée à l'occasion d'un prochain Porter A Connaissance (PAC).
- la quasi absence de production de fines non conformes, car désormais valorisées. Néanmoins, le cas échéant, de tels matériaux non conformes pulvérulents sont mis en dépôt sur la carrière puis recouverts rapidement par des stériles afin de limiter les envols de poussières.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 4 : Prélèvements et consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les besoins en eau pour le fonctionnement de la carrière se limitent à : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'arrosage des pistes et de la zone technique,</li><li>- l'aspersion en différents points émetteurs de poussières des installations de traitement,</li><li>- le lavage des engins,</li><li>- les besoins en eau de boisson du personnel,</li><li>- les besoins en eaux domestiques du personnel (système d'assainissement autonome).</li></ul> Les besoins en eaux de boisson et en domestique seront couverts par le réseau AEP de Pouzilhac. L'eau d'arrosage proviendra du forage du site. La quantité annuelle d'eau provenant du réseau AEP restera inférieure à 2 500 m <sup>3</sup> et la quantité prélevée annuellement dans l'aquifère au droit du forage sera inférieure à 7 500 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que les besoins en eau (forage) de la carrière se limitent à : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'arrosage des pistes et de la zone technique,</li><li>- l'aspersion en différents points émetteurs de poussières des installations de traitement,</li><li>- le lavage des engins.</li></ul> Les besoins sanitaires en eau (boisson et commodités) proviennent du réseau AEP. <ul style="list-style-type: none"><li>- les besoins en eau de boisson du personnel,</li><li>- les besoins en eaux domestiques en eau du personnel (système d'assainissement autonome).</li></ul> <u>Au titre de l'année 2023</u> , l'inspection a vérifié les consommations d'eaux issues de l'aquifère (forage) et du réseau AEP : 1724 m <sup>3</sup> ont été prélevés dans l'aquifère et 262 m <sup>3</sup> en provenance du réseau AEP. <u>Au titre de l'année 2024</u> , 2482 m <sup>3</sup> ont été prélevés dans l'aquifère et 201 m <sup>3</sup> en provenance du réseau AEP.  Il convient de souligner les efforts réalisés par l'exploitant afin de limiter ses consommations d'eaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Prévention des nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 6.2.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émergence		
<b>Prescription contrôlée :</b> .../... A l'exception des tirs de mines, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00 ainsi que dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection le rapport ATDx relatif aux mesures de bruit dans l'environnement pour la carrière de Pouzilhac, référencé D_ATDx_2024_07134 d'avril 2025. Ce rapport établit 4 points de mesure (voisin nord / bergerie Coulomb / maison Valliguières et lieu-dit Le Puget) pour lesquels les émergences sont faibles et conformes aux valeurs réglementaires. Il est mentionné dans le rapport précité que " l'ambiance sonore est influencée par les bruits naturels (oiseaux et autres animaux), la circulation sur RD 6086, les riverains.../...".		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

## N° 6 : Prévention des nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 6.2.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux limites de bruit en limite de propriété		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : - diurne : 70 dB (A) - nocturne : 60 dB (A).		
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection le rapport ATDx relatif aux mesures de bruit dans l'environnement pour la carrière de Pouzilhac, référencé D_ATDx_2024_07134 d'avril 2025. Ce rapport établit 4 points de mesure (voisin nord / bergerie Coulomb / maison Valliguières et lieu-dit Le Puget) pour lesquels les niveaux sonores sont conformes aux valeurs réglementaires.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

## N° 7 : Prévention des nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des niveaux acoustiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un contrôle des niveaux acoustiques est effectué dès le démarrage des installations et au moins une fois tous les 3 ans au minimum, au niveau des points mentionnés sur le plan joint en annexe II. Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23.01.1997 modifié.
<b>Constats :</b>  Le dernier contrôle des niveaux acoustiques a été mis à la disposition de l'inspection ; il s'agit du rapport ATDx relatif aux mesures de bruit dans l'environnement pour la carrière de Pouzilhac, référencé D_ATDx_2024_07134 d'avril 2025.  Le précédent rapport de contrôle relatif aux niveaux sonores émis dans l'environnement des ICPE en référence à l'arrêté du 23/01/1997 datait du 27/01/2022 et avait été établi par l'APAVE SUDEUROPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>- les bords de la fouille ;</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>- les zones remises en état ;</li> <li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection les plans topographique et orthophotographique datés du 23/12/2024 réalisés par EXAMETRICS.</p> <p>Y sont notamment cartographiées : les limites du périmètre ICPE et de la zone d'extraction, les bords de la fouille, des côtes altimétriques, les zones remises en état.</p> <p>Néanmoins, la position du forage et des piézomètres n'y figure pas.</p> <p>De même, l'inspection a constaté un reprofilage du talus/front au Nord Ouest du site, entre le front historique existant et le bâtiment existant, dans une zone non dédiée à l'extraction, au sein du périmètre ICPE autorisé. Il s'agit d'un affouillement de sols afin d'élargir les voies de circulation, internes au site, dans le but de sécuriser le passage des VL et PL. Cet affouillement d'environ 6000 m<sup>3</sup> (5m de recul environ x 80m x 15m hauteur) a fait l'objet de l'arrêté municipal n° 2024-10 de non opposition avec prescriptions à une déclaration préalable au nom de la commune de Pouzilhac.</p> <p>L'exploitant précise à l'inspection que les matériaux abattus sont non commercialisables et servent, pour partie, à reconstituer en pente douce ledit talus, le reste des matériaux étant stocké au Nord / Nord Est de la carrière en attente du réaménagement final du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à reporter sur le prochain plan d'exploitation à réaliser fin 2025 la position du forage et des piézomètres ainsi que le reprofilage du talus/front sis au Nord Ouest du site.</p> <p>A l'occasion d'un prochain Porter A Connaissance (PAC), l'exploitant veillera à régulariser le reprofilage/affouillement de sols du talus/front au Nord Ouest du site, entre le front historique existant et le bâtiment existant, au sein du périmètre ICPE autorisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 9 : Plan de gestion des déchets d'extraction****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis**Thème(s) :** Situation administrative, Plan de gestion des déchets d'extraction**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

**Constats :**

L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, pour la période quinquennale 2022-2027.

Certaines informations doivent être corrigées :

- dans la partie 3, les stériles de découverte - constituant des matériaux extraits non nobles - font partie des déchets d'extraction. Or, ceux-ci sont commercialisés et valorisés dans le BTP ; il ne s'agit donc pas de déchets d'extraction ;
- dans la partie 6 est mentionnée une installation de traitement désormais inexistante ;
- il y a confusion entre les déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière avec les matériaux extraits, moins nobles, stockés temporairement en attente d'une campagne de criblage, ces derniers n'étant pas des déchets d'extraction.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de corriger son plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 10 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p> <p>III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a vérifié la présence de rétentions dans le local technique dédié et de containers avec rétentions intégrées.</p> <p>L'ensemble des dispositifs de rétention sont disposés sur une dalle en béton équipée d'un déshuileur débourbeur régulièrement curé par un prestataire agréé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Surveillance des émissions de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de surveillance des émissions de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>.../....</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection le rapport annuel 2024 Atmo OCCITANIE "Suivi des retombées de poussières autour de la carrière de Pouzilhac" réf. ETU-2025-017 - Edition février 2025.</p> <p>Le plan de surveillance inclut 5 jauges : PZ1 à 800m au Nord Est de la carrière (type a), PZ4 (type b), PZ2 et PZ3 (type c) respectivement situées à environ 250m au Sud de l'exploitation, à la limite Nord de l'exploitation, sous le Marin. Une dernière jauge complémentaire, PZ5, est située à environ 700m au Sud de l'exploitation.</p> <p>Le plan de surveillance mentionne également les conditions météorologiques et topographiques sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 12 : Surveillance des émissions de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan annuel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection le rapport annuel 2024 Atmo OCCITANIE "Suivi des retombées de poussières autour de la carrière de Pouzilhac" réf. ETU-2025-017 - Edition février 2025. 4 campagnes de mesures d'un mois ont été organisées en 2024. La jauge de type b, PZ4, reste bien en deça des 500 mg/m <sup>2</sup> /jour (= valeur limite réglementaire). La moyenne générale <u>du réseau</u> s'établit pour l'année 2024 à 274 mg/m <sup>2</sup> /jour, équivalente à celle de 2023 (270 mg/m <sup>2</sup> /jour) alors que l'activité de la carrière a légèrement augmenté. L'empoussièrement le plus élevé (402 mg/m <sup>2</sup> /jour) a été enregistré au cours de la 2e période de mesures. Inversement, l'empoussièrement moyen le plus faible (217 mg/m <sup>2</sup> /jour) a été enregistré au cours de la 3e période de mesures. L'inspection rappelle à l'exploitant que, compte tenu des résultats obtenus à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats étant inférieurs à la valeur limite réglementaire, la fréquence trimestrielle des mesures pourrait ainsi devenir semestrielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite